

Knowlton Academy students thrilled with garden program

Learn everything from growing food to composting



A student with an armful of vegetables he was taking home

By Steve Blake

Autumn is a time to harvest, and that is what the students, teachers, and volunteers at the Knowlton Academy garden have begun to do. The school hosted a harvest festival on a cold, wet day in early October.

The students and coordinators of the garden project are pleased with the yield from this year's garden, and the donations of fruits and vegetables.

This was the second year of the garden project in which the students learn about the food they eat and how to grow it. And they are finding that fresh vegetables are delicious.

"We put 68 pounds of vegetables out at recess," Jennifer Ruggins Muir, the project's co-coordinator with Jennifer

Harrison, said, "and it all went in 15 minutes." She said they are considering having workshops for parents because some of the students want to have gardens at home. They will learn about seed saving and how to cook with the crops.

"It's an eye-opening experience for us too," said Stephanie Marks, a parent volunteer in the garden project. "We're learning with the kids."

"We'll have a whole garden curriculum," Principal Renalee Gore said.

They're not only learning how to grow vegetables. They also learn to use items for different purposes. They cut ski poles from the skiing program and made wind chimes that hang in the garden. And they made a bench from the old skis. The sign at the gate was the

Th. Rev. Oct. 16, 2018



PHOTOS BY STEVE BLAKE

Students play under the "squash tunnel" made from the frame of an old car port

sign in front of the school.

They created a "squash tunnel" from the frame of an old car port with fencing. The idea was to allow the vines of the vegetables to crawl up to create a tunnel. The students built bat houses and bird houses.

"It's amazing," fourth-grader Gavin Rafaelsen replied when asked what he thought of the garden project. He said his favourites were the jalapenos. Gavin said he has an indoor garden at home.

Another student left with an armful of vegetables he was taking home. His mother, he said, was going to be happy.

The community is getting involved by donating fruits and vegetables to the school. One local gardener donated 70 pounds of tomatoes, Ruggins Muir said, because he was afraid they would

freeze. The school has been given zucchini, rhubarb, and apples. A grocer donated more than 1,000 pounds of produce.

Much of what they receive is put in freezers. "Frozen food will keep us going all winter," Ruggins Muir said.

The students are also learning how to deal with food waste. The garden has a composting bin at the far corner. They learned about composting and were tested last year. They got a refresher this year, Ruggins Muir said.

"The students do composting every day," she said.

The coordinators and the volunteers have even more ideas they will implement in the future, Marks said.

Galt soccer gets top marks



photo courtesy Alexandre Galt Heigh School

Lennoxville, Sherbrooke

Alexander Galt High School's soccer teams have had an exceptional season with five of its teams finishing first in ETIAC regular season play. Both the Senior girls and the Junior girls (seen here) had perfect seasons with 8 wins and 0 losses each, while the girls bantam team finished 4th. Galt's bantam boys (2), junior and senior boys also all finished first. The ETIAC Championship playoffs between the top teams will begin soon.

Galt Junior girls bring home the banner



The Galt Junior girls soccer team after they clinched the ETIAC regular season banner last week.

ROBERT HSK

325 écoliers plus prêts pour l'hiver

La Fondation
Christian Vachon
reçoit un don
de l'entreprise
Robert Bernard

JACYNTHÉ NADEAU
jacynthe.nadeau@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — La Fondation Christian Vachon s'est vu remettre 325 habits de neige neufs, mercredi, pour habiller chaudement des écoliers de 5 à 12 ans dont les familles peinent à joindre les deux bouts.

C'est l'entreprise Robert Bernard qui a fait ce don, en collaboration avec le fabricant de pneus Bridgestone.

La distribution des habits de neige se fera dans 63 écoles parrainées par la Fondation Christian Vachon dans les commissions scolaires des Sommets, des Hauts-Cantons et Eastern Townships.



Des habits de neige tout neuf seront distribués à 325 élèves répartis dans 63 écoles parrainées par la Fondation Christian Vachon dans les commissions scolaires des Sommets, des Hauts-Cantons et Eastern Townships. Parmi les participants à cette opération, on retrouve Alexis Archambault, Pierre Beauregard, Christian Vachon et Patrick Labrecque. — PHOTO SPECTRE MEDIA, MICHELLE BOULAY

et Eastern Townships.

« Robert Bernard a toujours été soucieux et sensible à l'amélioration de la qualité de vie des enfants vivant dans sa communauté. Avec maintenant trois succursales dans la région de Sherbrooke, nous désirons nous impliquer davantage », a expliqué Pierre Beauregard, directeur général chez Robert Bernard, une entreprise familiale fondée à Saint-Paul-d'Abbottford qui a mis la vente et l'installation de pneus au cœur de ses services.

À l'échelle du Québec, ce sont plus de 800 habits de neige qui seront distribués par Robert Bernard cette année à des enfants âgés entre 12 mois et 14 ans, peut-on lire dans un communiqué.

« Pour nous, ce partenariat est très important. Chaque année, la Fondation Christian Vachon mobilise des sommes importantes pour l'achat d'habits de neige à l'approche de l'hiver. Grâce à cette belle collaboration, la Fondation sera en mesure de récupérer ces sommes non investies pour soutenir encore plus de projets dans la réussite scolaire », a dit son président Christian Vachon.

LA FIN DE L'ÉCOLE ANGLAISE ?

LES ÉLÈVES DU SYSTÈME SCOLAIRE
ANGLOPHONE ONT DE MEILLEURS RÉSULTATS
QUE LA MOYENNE QUÉBÉCOISE,
MAIS LE RÉSEAU SE MEURT QUAND MÊME,
FAUTE DE CLIENTÈLE. EST-IL TEMPS
DE VENIR À SA RESCousse ?

PAR JULIE BARLOW | PHOTO DE MATHIEU RIVARD



↑ L'école Nesbitt,
de la commission scolaire
English-Montréal.



SI MES JUMELLES, QUI ONT AUJOURD'HUI 15 ans, ont fréquenté l'école primaire anglophone, c'est presque par hasard. Malgré mes origines anglo-ontariennes, je tenais à ce qu'elles étudient en français. Il y avait cependant une école publique anglophone à moins d'un kilomètre de la maison et nous avons profité d'une journée portes ouvertes pour la visiter. Surprise totale!

L'école Nesbitt, dans le quartier Rosemont, à Montréal, est logée dans un bel immeuble de trois étages en brique rouge, aux larges corridors baignés de lumière. Le bâtiment, construit en 1911, est entouré d'énormes terrains de jeux, comporte une bibliothèque bien garnie, deux gymnases et une cafétéria, où l'on sert des repas chauds le midi aux quelque 300 élèves. Autant d'avantages que l'école francophone du quartier n'a pas. En prime, nous pouvions inscrire nos filles en immersion française, si bien qu'elles allaient sortir du primaire public avec une instruction bilingue.

C'était presque trop beau. Alors que mes filles entamaient leur 2^e année, en octobre 2010, la direction nous a annoncé que, faute d'un nombre suffisant d'élèves, Nesbitt était placée par la commission scolaire English-Montréal (CSEM) sur une liste de sept établissements susceptibles de fermer leurs portes! Il a fallu à notre groupe de parents un an de bataille pour garder l'école ouverte.

C'est le paradoxe du système scolaire anglophone: ses 330 écoles primaires et secondaires enregistrent un taux de diplomation sur sept ans de 85 %, ce qui tire vers le haut la moyenne québécoise (78 %), mais le réseau meurt à petit feu. Il ne compte plus que 95 000 élèves, le tiers des 260 000 qu'il regroupait en 1970.

Dans la circonscription provinciale de Bonaventure, en Gaspésie, où se trouvent entre autres les villes de New Carlisle et de New Richmond, 12 % de la population parle le plus souvent l'anglais à la maison. « Dans 5 ans, voire 10, il n'y aura plus assez d'élèves

anglophones en Gaspésie et sur la Côte-Nord pour y assurer la survie du système », prédit Jon G. Bradley, professeur retraité de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université McGill. Dans la région de Montréal, la situation est jugée stable, mais peu prometteuse: depuis 1998, la CSEM a fermé le quart de ses 69 écoles, et dans l'ouest de l'île, la commission scolaire Lester-B.-Pearson en a fermé 7 sur 57. « À moyen terme, cette baisse de la population scolaire nuira à la qualité de l'éducation », dit-il.

Québec a l'obligation d'assurer un enseignement de qualité en anglais « là où le nombre d'élèves est suffisant », précise Michael N. Bergman, avocat spécialisé dans la législation linguistique. La Charte de la langue française, mieux connue sous le nom de loi 101, impose des restrictions à l'admission (l'un des deux parents doit avoir fait la majorité de son cours primaire en anglais au Canada), mais pour ceux qui y ont accès, l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés (lequel garantit le droit de faire instruire son enfant dans la langue de la minorité) s'applique, explique l'avocat. « Le problème, c'est que le nombre d'élèves suffisant pour justifier le financement du système est à la discrétion du ministère de l'Éducation. »

L'érosion de l'effectif dans le réseau anglophone remonte aux années 1970, notamment avec l'exode des anglophones, dans la foulée de l'élection du Parti québécois, en 1976, et l'adoption de la loi 101, l'année suivante. Depuis 1971, le pourcentage de Québécois anglophones est passé de 13 % à 8 %. « Un jour, il n'y aura plus d'élèves admissibles, dit Rob Buttars, directeur général de la commission scolaire New Frontiers, à Châteauguay. Avec la loi 101, c'est une question de temps. »

À la CSEM, on se réjouit d'avoir ajouté 267 élèves en 2017 (total: 19 294). Cette hausse est attribuable surtout à une augmentation du nombre d'étrangers qui viennent travailler temporairement au Québec: ces derniers ont le droit de scolariser leurs

enfants en anglais pour une période dont la durée est laissée au pouvoir décisionnel du Ministère.

L'avenir est moins reluisant en région. La commission scolaire Eastern Shores, en Gaspésie, est la plus petite du réseau anglophone au Québec, mais c'est celle qui couvre le plus grand territoire. « Certaines écoles n'ont que 30 élèves », souligne le directeur général, Howard Miller. Presque toutes les classes comptent plusieurs niveaux d'enseignement, « avec cinq ou six élèves par niveau ». Il a fermé huit écoles en Gaspésie au cours des trois dernières années, chaque fermeture éparpillant davantage l'effectif. « Certains de nos élèves passent jusqu'à trois heures par jour dans le transport scolaire. Si on en ferme encore, ça va devenir intenable », affirme le DG.

IL N'Y A PAS QUE LA LOI LINGUISTIQUE et la démographie qui touchent le réseau. Selon une étude de l'Office québécois de la langue française, 28 % des élèves de langue maternelle anglaise fréquentent une école primaire ou secondaire française — soit environ 27 000 personnes, dont un certain nombre par choix. « Les parents tiennent à ce que leur progéniture parle le français avec un accent québécois et connaisse les codes culturels », dit Michael Cohen, responsable des communications à la CSEM.

Le cas de mon amie Colleen Lashuk est typique. Son fils de 11 ans et sa fille de 16 ans fréquentent l'école francophone depuis la maternelle. « Mon mari est anglophone lui aussi, alors on était sûrs qu'ils apprendraient suffisamment d'anglais à la maison », dit-elle. Et si les enfants prennent du retard en anglais, ils pourront se reprendre dans l'un des cinq cégeps et des trois universités anglophones du Québec.

« La langue française est perçue par les parents comme étant plus difficile à maîtriser, et devant être apprise dans un contexte francophone, note Jennifer Maccarone, présidente de l'Association des commissions scolaires anglo-

phones du Québec (ACSAQ). Cette idée joue aussi contre nos écoles.»

Pour conserver leurs élèves, les commissions scolaires anglophones ont introduit des programmes d'enseignement en immersion française. La majorité des matières sont enseignées en français, ce qui met l'élève en contact avec la culture — une méthode conçue à Saint-Lambert, sur la Rive-Sud, en 1965.

Les résultats sont impressionnants. Aux épreuves de français langue d'enseignement (comprises dans les examens officiels du Ministère), les classes d'immersion obtiennent des résultats supérieurs à la moyenne des classes francophones. À la CSEM, par exemple, le taux de réussite est de 86 %, contre 82 % à la CSDM. Dans la bataille pour sauver Nesbitt, située dans un quartier très majoritairement francophone, c'est d'ailleurs cet aspect qui nous a valu le soutien des élus. Ces derniers ont été éblouis par la qualité de l'enseignement du français à notre école!

En avril dernier, l'organisme Le français pour l'avenir a tenu une journée d'activités pour les élèves anglophones de Montréal. À l'UQAM, où avait lieu l'événement, on n'entendait que de l'anglais dans les corridors. Mais dès que les activités ont débuté, les quelques centaines d'ados sont passés au français sans chercher leurs mots. Le clou de la journée :

une version « scolaire » de l'émission *La Voix* : sept adolescents ont défilé sur scène pour chanter les classiques francophones, de Céline Dion à Édith Piaf. Autre activité courue : un jeu-questionnaire où les équipes devaient nommer des personnalités québécoises à partir d'indices. Les jeunes ont reconnu sans hésiter les Boucar Diouf, Eugénie Bouchard, Maurice Richard et autres Guy Laliberté.

Hors des grands centres, les commissions scolaires anglophones ont plus de mal à recruter des enseignants bilingues et à financer des activités parascolaires pour exposer les élèves à la culture francophone. « Nos diplômés ont de la difficulté à accéder au marché de l'emploi à cause de leur niveau de français, explique Howard Miller, directeur général de la commission scolaire Eastern Shores. On fait notre possible, mais quand on demande des ressources supplémentaires pour l'immersion, le gouvernement fait la sourde oreille. »

Le manque d'exposition n'aide en rien. « La population anglophone de souche diminue, les anglophones sont souvent mariés à des francophones, alors il faut mettre encore plus d'efforts pour faire connaître nos services », dit **Éric Campbell, secrétaire général des communications et du dévelop-**

pement des partenariats avec la communauté à la commission scolaire Eastern Townships, en Estrie.

Depuis son arrivée, il y a cinq ans, **Éric Campbell** applique les leçons du système scolaire privé, où il a travaillé dans le passé. Il tient des journées portes ouvertes, offre des cours de langue ou de musique en soirée et les fins de semaine, organise des activités sociales avec les aînés. Le nombre d'élèves augmente de 25 à 50 par an, une hausse appréciable pour une petite commission scolaire de 5 200 élèves.

LE DÉMOGRAPHE RICHARD BOURHIS, professeur retraité du Département de psychologie de l'UQAM et spécialiste des minorités linguistiques, croit que le Québec devrait faire un effort pour préserver le système scolaire anglophone. « On ne gagnerait rien à le perdre. Il y a des leçons à tirer du savoir-faire des commissions scolaires anglophones. » Leur système d'enseignement par immersion, par exemple, a été repris partout au Canada et il est étudié dans le monde entier.

De toutes les personnes contactées pour ce reportage, aucune n'a pu me dire exactement pourquoi le taux de diplomation sur sept ans des écoles anglaises était supérieur à celui des françaises. Certains parlent de l'implication de la collectivité, des parents. D'autres rappellent que les anglophones ont la réputation de valoriser la lecture, d'où les bibliothèques bien garnies dans les écoles...

En Gaspésie, Howard Miller précise que les excellents résultats des élèves ne s'expliquent pas par le fait qu'ils sont issus de la minorité anglophone privilégiée : « Quatorze écoles sur les

« UN JOUR, IL N'Y AURA PLUS D'ÉLÈVES ADMISSIBLES. AVEC LA LOI 101, C'EST UNE QUESTION DE TEMPS. »

ROB BUTTARS, DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMMISSION SCOLAIRE NEW FRONTIERS, À CHÂTEAUGUAY

seize que nous avons sont en milieux défavorisés: le taux de chômage est le plus élevé au Québec et le revenu familial est le plus bas, mais notre taux de diplomation, à 81 %, est tout de même plus élevé que la moyenne!»

Parmi les solutions envisagées pour «sauver» le réseau anglophone: l'immigration. La Charte de la langue française comprend une clause «humanitaire», qui s'applique aux enfants handicapés pour qui le français représenterait un obstacle insurmontable. «On aimerait l'appliquer aux demandeurs d'asile venant de pays anglophones, dit Jennifer Maccarone. Les anglophones au Québec, c'est 8 % de la population. Quel serait le problème si nous recevions 8 % des demandeurs d'asile?»

Certains sont d'avis qu'il serait possible de repenser certaines dispositions de la Charte de la langue française sans mettre en péril l'objectif de défense du français au Québec. Selon un sondage Léger mené en août 2017 pour *Le Devoir*, 6 Québécois sur 10 estiment qu'il faudrait permettre un accès plus facile aux écoles anglophones au primaire et au secondaire, et plus de la moitié des francophones (53 %) se disent en faveur d'assouplir les règlements pour que leurs enfants puissent accéder à l'école anglaise.

«Ça ne serait pas la catastrophe si on autorisait 20 000 francophones dans le système anglophone», dit Richard Bourhis, qui souligne que ce nombre représenterait à peine 2 % des 865 000 élèves des écoles francophones. «Ce ne serait pas l'assimilation des francophones et cela enlèverait de la pression sur le système francophone, qui craque de toutes parts.» ■

**«ON NE GAGNERAIT RIEN À
LE PERDRE. IL Y A DES LEÇONS
À TIRER DU SAVOIR-FAIRE
DES COMMISSIONS SCOLAIRES
ANGLOPHONES.»**

**RICHARD BOURHIS, DÉMOGRAPHE ET SPÉCIALISTE
DES MINORITÉS LINGUISTIQUES**